Les renseignements généreux

production et diffusion de brochures pédagogiques

Notre collectif réalise des brochures qui se veulent concises et pédagogiques sur des sujets qui nous préoccupent ou nous révoltent. Nos exposés ne sont pas exhaustifs mais constituent une première approche visant à dégager des pistes de réflexion et d'action. Si vous jugez que ces brochures contiennent des erreurs ou pourraient être améliorées, n'hésitez pas à nous présenter votre argumentation, ainsi nous progresserons ensemble vers une plus juste vision de la réalité.



Diffusion et photocopiage encouragés : non à la marchandisation des idées ! Puisez ce qui vous inspire, ce qui vous semble utile pour vos actions ou votre réflexion. Mais, si possible, imprimez sur papier recyclé...

Titres disponibles

1. **Critiques et espoirs du commerce équitable** (Élan solidaire ou aménagement capitaliste ?)
2. **De la Françafrique à la Mafiafrique** (Les dessous de la politique française en Afrique)
3. **Pourquoi la dette des pays du Sud** (Les mécanismes d'un appauvrissement organisé)
4. **L'idéologie du développement** (contradictions de la théorie, désastres de la pratique)
5. **Que devient l'aide au développement ?** (L'envers de l'aide française au développement)
6. **À la conquête de notre imaginaire** (Les impacts intimes et politiques de la publicité)
7. **Comment blanchir l'argent sale ?** (Manuel pour crapules modernes et citoyens naïfs)
8. **Sommes-nous en démocratie ?** (La démocratie représentative en question)
9. **La culture du narcissisme** (Les impacts du système capitaliste sur notre psychisme)
10. **Les illusions du progrès** (Le progrès face à ses conséquences politiques et écologiques)
11. **Les conséquences nucléaires** (La face cachée des prises électriques)
12. **L'agriculture de destruction massive** (Les conséquences de l'agriculture intensive)

Retrouvez nos brochures et bien d'autres choses sur
http://rengen.ouvaton.org
contact : rengen@no-log.org

Imprimé sur papier recyclé (fourni par Alp'papier, www.papirralp.fr)

L'AGRICULTURE DE DESTRUCTION MASSIVE



Les conséquences sociales et écologiques de l'agriculture intensive

Les renseignements généreux, décembre 2005

Pourquoi cette brochure ?

Epidémies de "vache folle", pollution par les pesticides, tomates insipides, poulet à la dioxine, dumping dans les pays du Sud*... Partout sur la planète, la course au rendement et la recherche du profit maximal produisent des effets dont il n'est pas sûr que nous mesurions l'ampleur. Nous sommes tellement bombardés d'informations éparses au sujet de l'agriculture intensive qu'il est bien difficile d'en saisir les mécanismes globaux, et, mieux encore, de pouvoir les expliquer simplement.

L'objectif de cette brochure est précisément celui-là : fournir des points de repères pour qui souhaite appréhender les conséquences sociales et écologiques de l'agriculture intensive. Ce petit exposé n'est évidemment pas exhaustif, étant donné l'étendue du sujet. Parmi de multiples études et analyses, nous avons sélectionné ce qui nous semblait essentiel.

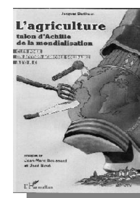
Nous présentons de nombreuses statistiques dans ce texte. Elles sont quasiment toutes issues de rapports d'institutions internationales, en premier lieu la FAO, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (http://www.fao.org). Cependant, nous sommes dans l'incapacité de vérifier ces données officielles. Il convient donc de conserver, malgré tout, un regard critique à leur égard. C'est pourquoi nous avons généralement arrondi les chiffres sélectionnés, afin de nous concentrer sur les tendances qu'ils mettent en évidence.

Fructueuse lecture

PLAN

* Par l'expression *pays du Sud* nous ferons référence aux pays dits "en développement" (en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud) ainsi qu'aux pays de l'Est. Par *pays du Nord*, nous désignerons les pays occidentaux industrialisés (en premier lieu l'Amérique du Nord et l'Europe des 15). Ces conventions, certes simplistes, épousent cependant assez fidèlement la bipolarisation de l'agriculture mondiale.

Pour aller (beaucoup) plus loin



L'agriculture, talon d'Achille de la mondialisation
Jacques Berthelot, éd L'Harmattan, 2001

Un ouvrage touffu, précis et méticuleusement argumenté. Chiffres à l'appui, Jacques Berthelot décrypte les mécanismes de l'agriculture mondiale et les impacts de l'agriculture intensive occidentale sur les pays du Sud.

Pesticides, le piège se referme
François Veillerette, éd Terre Vivante, 2002

François Veillerette présente ici une synthèse des recherches effectuées sur les pesticides à travers la planète, depuis plusieurs dizaines d'années. Saisissant.





La guerre au vivant
Jean-Pierre Berlan, éd Agone, 1999

Un recueil d'analyses de différents spécialistes des OGM, dont Jean-Pierre Berlan, chercheur à l'INRA. Pédagogique, cet ouvrage explique pourquoi la présentation des OGM comme facteur d'amélioration du sort des populations du Tiers Monde est une mystification.

Poissons, le carnage
Joan Dunayer, Ed Tahin-party, 2004
téléchargeable gratuitement sur http://tahin-party.org



Après l'agriculture, la pêche intensive ! Selon le PNUD, presque 75 % des zones de pêche sont exploitées à pleine capacité, surexploitées ou épuisées. Environ 30% des espèces marines sont exterminées ou en voie d'extermination. Les coraux et les mangroves ont été divisées par 2 en 40 ans. Alors que les capacités de pêche dans le monde dépasseraient de 30 à 40% les ressources naturelles, les quantités pêchées stagnent voire déclinent depuis plusieurs années.

En guise de conclusion

Les nuisances de l'agriculture intensive sont sans appel : gaspillage, dégradation de l'environnement, pollution par les pesticides, destruction de la souveraineté alimentaire des pays du Sud, fruits et légumes de qualité lamentable, etc.

Sachant tout cela, que faire ?

D'abord, ne pas nuire. A commencer par le choix de son alimentation : arpenter les marchés de producteurs locaux plutôt que les grandes surfaces, choisir de préférence des produits issus de l'agriculture biologique, expérimenter d'autres types d'alimentation (végétarisme*, végétalisme, etc.), rejoindre une AMAP (Association de Maintien de l'Agriculture Paysanne)**, faire son propre jardin… Des alternatives existent !

Cependant, cette démarche reste insuffisante si nous ne sommes pas plus nombreux à refuser les tomates insipides, les pesticides ou l'agro-alimentaire industriel. Des combats politiques sont également nécessaires. Pour lutter contre l'agriculture productiviste, il est possible de participer aux actions de la Confédération paysanne, des faucheurs volontaires*** ou du mouvement international Via Campesina****.

L'agriculture concerne la vie et l'environnement de tous les êtres vivants de la planète. Espérons qu'elle deviendra de plus en plus *« un axe central de contestation et une référence de la résistance. »******

* **S'informer sur le végétarisme** : http://www.vegetarisme.info/
** **Pour rejoindre ou créer une AMAP** : http://alliancepec.free.fr/Webamap/
*** **pour rejoindre les faucheurs volontaires** : http://www.monde-solidaire.org
**** **Mouvement Via Campesina :** http://fr.viacampesina.org
*****José Bové dans *Le monde n'est pas une marchandise,* La découverte, 2000

I L'agriculture intensive

L'ensemble de ce chapitre est un peu fastidieux (beaucoup de graphiques et de chiffres). Mais il nous semble indispensable de comprendre les mécanismes de l'agriculture intensive pour en expliquer ensuite les conséquences.

Une productivité incomparable

L'agriculture intensive désigne des techniques agricoles permettant d'atteindre un maximum de rendement avec un minimum de main d'oeuvre. La planète compte environ 1,3 milliards d'agriculteurs. Seuls quelques millions pratiquent l'agriculture intensive, dans les pays du Nord et dans quelques secteurs limités des pays du Sud. Par la motorisation, la mécanisation, la sélection animale et végétale, l'utilisation d'engrais et de pesticides, un agriculteur "intensif" peut cultiver plus de 100 hectares de céréales et obtenir des rendements proches de 10 tonnes par hectare.

Cette productivité est sans commune mesure avec celle des autres paysans sur la planète. En effet, si deux tiers des agriculteurs du monde utilisent des engrais, des pesticides et pratiquent la sélection animale et végétale, ils ne disposent pas de motorisation*. En conséquence, bien que les rendements soient comparables à l'agriculture intensive, les surfaces cultivées par travailleur sont plus faibles : environ cinq hectares pour ceux qui disposent de la traction animale, un seul pour ceux qui ne disposent que d'un outillage strictement manuel. Enfin, le dernier tiers des agriculteurs ne dispose que d'un outillage manuel, sans engrais ni produit de traitement, sans sélection animale ou végétale. Leurs rendements dépassent rarement la tonne par hectare.

Moyen mécanique utilisé	**manuel**	**traction animale**	**moteurs**
Population agricole concernée (millions)	~ 860	~ 430	**~ 25**
Productivité par travailleur (tonnes/hectare)	1-10	10-50	**500-1000**

Source : M.MAZOYER, sommet de la FAO, juin 2002

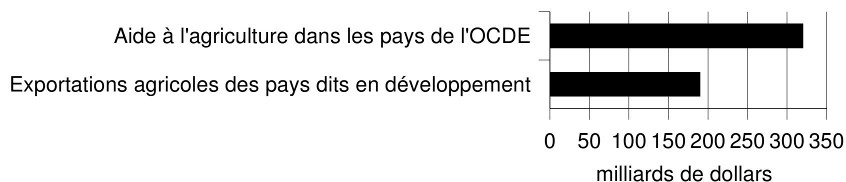
* En 1999, sur un parc mondial d'environ 26 millions de tracteurs, 45% étaient utilisés aux États-Unis et en Union Européenne, 28% en Asie, 15% en Russie et dans les pays de l'Est, 5% en Amérique du Sud et 2% en Afrique. Rapporté à la population agricole active, cela représentait deux tracteurs pour un agriculteur américain, un tracteur pour 150 agriculteurs asiatiques et un pour 400 agriculteurs africains. *Source : statistiques FAO (FAOSTAT)*

Des subventions massives

Dès le début des années 60, les gouvernements des pays du Nord ont développé une importante politique de soutien agricole afin d'augmenter :

– *la production*, pour l'autosuffisance alimentaire (surtout en Europe, après la guerre).
– *la productivité*, afin de favoriser l'afflux de main-d'œuvre vers l'industrie.
– *les exportations*, afin d'améliorer le commerce extérieur (surtout pour les États-Unis).

Pour atteindre ces objectifs, diverses aides publiques ont été mises en place : subventions, crédits à l'exportation*, protection vis-à-vis des importations, etc. Ces mesures nécessitent d'importants financements publics. Actuellement, l'Union européennne y consacre la moitié de son budget, soit environ 50 milliards de dollars, au titre de la Politique Agricole Commune (PAC). Dans l'ensemble de la zone OCDE**, le soutien total à l'agriculture s'est élevé à plus de 300 milliards de dollars en 2002. En moyenne, cela représente plus de 30 000 dollars par agriculteur américain en activité, près de 14 000 dollars par agriculteur européen. A titre de comparaison, les exportations agricoles des pays dits "en développement" s'élevaient la même année à 190 milliards de dollars environ.



source : OCDE, cité dans le magazine BMA de janvier 2003

L'essentiel des subventions est destiné aux gros producteurs. Ainsi, la moitié des subventions européennes est versée à seulement 5% des exploitations agricoles (si on exclut la Grèce), 80% des aides vont à 20% des paysans***. Ces aides placent les agriculteurs du Nord dans une situation de dépendance. Pour la période 1999-2001, le soutien aux agriculteurs des pays de l'OCDE représentait environ 37% du total de la valeur de leur production agricole en sortie exploitation****. En simplifiant, lorsqu'un quintal de céréales rapporte 100 euros à un exploitant agricole, 60 euros proviennent des ventes de sa récolte et 40 euros des aides directes.

* Un crédit à l'exportation est un prêt à conditions favorables pouvant être accordé aux pays acheteurs.
** L'Organisation de Coopération et de Développement Economique rassemble 29 pays parmi les plus industrialisés de la planète (voir site http://www.oecd.org).
*** Sources : Commission européenne, Confédération paysanne
**** Source : OCDE

Les pesticides et la santé

L'impact des pesticides sur la santé est difficile à évaluer : il existe une multitude de pesticides utilisés (entre 500 et 700 rien qu'en France), les études épidémiologiques sont rares*, les recherches fixant les seuils réglementaires admissibles dans les aliments sont réalisées sur des animaux, enfin, l'effet des combinaisons de pesticides est mal connu. Néanmoins, voici quelques pistes suffisamment alarmantes :

Les pesticides organochlorés (chlordane, DDT, Lindane, methoxychlor, etc.) sont considérés comme déclencheurs de tumeurs et de pathologies neurologiques (atteintes de la mémoire, dépression, maladie de Parkinson, etc.). Certains types de cancer, en particulier le cancer du sein et celui des testicules (de plus en plus nombreux) sont liés à la présence d'oestrogènes synthétiques ou xénoestrogènes dans notre environnement (produits par le DDT notamment). Ces substances sont pour la plupart toujours utilisées. Des liens ont été démontrés entre certains pesticides domestiques et des cas de leucémie ou de cancer du cerveau, de l'estomac et de la prostate. Des pesticides et des fertilisants ont été associés à l'apparition des cancers gastriques ou bronchiques, ou encore d'allergies. Les viticulteurs français ont, selon une étude récente, un risque de cancer du cerveau dû aux pesticides de 25 % supérieur à la population générale. De manière générale, la maladie de Parkinson, les sarcomes et les cancers du cerveau sont decelés en proportion très supérieure chez les agriculteurs : 5 % chez eux contre moins de 1 % dans la population totale. Notons que selon la Mutualité sociale agricole, un agriculteur sur dix déclare avoir été victime de troubles après la manipulation de pesticides. Les pesticides constituent donc un risque de santé majeur.**

Chaque année, les pays du Nord interdisent l'utilisation de certains pesticides suite à la découverte de leur risques. Néanmoins, la plupart des pesticides périmés ou interdits dans les pays industrialisés sont envoyés dans les pays du Sud (des centaines de milliers de tonnes selon la FAO). Imaginons les conséquences dans ces pays où les normes de sécurité et les contrôles sont encore plus faibles que dans les pays occidentaux… Enfin, notons que les industries ont tendance à augmenter la toxicité de leurs produits, car les espèces ciblées s'adaptent peu à peu aux produits utilisés.

* De manière générale, les études sur la toxicité des produits chimiques pouvant se retrouver dans notre alimentation sont rares. Sur les 23 millions de substances aujourd'hui répertoriées, seules un millier par an sont testées (source : *Toxiques alimentaires*, Marie Langre, ed Librio, 2004).
** Pour les humains, mais aussi les animaux. Par exemple, on estime qu'aux États-Unis, entre 1977 et 1987, 6 à 14 millions de poissons sont morts, chaque année, à cause des pesticides. (cf. *Pesticides, le piège se referme,* voir bibliographie)

... dans nos maisons

Produits de traitement pulvérisés par les jardiniers amateurs, poussières et particules de terre, colliers antiparasites des animaux domestiques, bombes aérosols, boîtes appâts... L'air intérieur des maisons est parfois plus concentré en pesticides que l'air extérieur. selon L'EPA (agence de l'environnement aux États-Unis), plus de 80% des ménages américains utilisent 3 à 4 pesticides différents dans leur maison. Une étude allemande met en évidence du pesticide perméthrine dans 90% des foyers étudiés.

... dans nos aliments

En 2001, une enquête de la Commission européenne signalait la présence de pesticides dans 36 % des quelques 40 000 échantillons de fruits, légumes et céréales européens analysés (le contrôle portait sur une centaine de pesticides). En France, ce taux atteignait les 54 %, dont presque 10 % au-dessus des seuils autorisés (notamment les laitues : 30 % d'entre elles dépassaient les doses admissibles de pesticides). Une récente étude hollandaise a analysé 100 échantillons de raisins de table : 70 % des raisins contenaient au moins un résidu de pesticide, 35 % à des teneurs plus élevées que la réglementation. Dans l'État de Californie, une étude portant sur plus de 5500 échantillons et 160 substances recherchées a conclu qu'un tiers des fruits et légumes contenaient des résidus de pesticides.

... dans nos corps

Tout adulte européen a accumulé entre 300 et 500 produits chimiques industriels différents qui se retrouvent stockés dans le sang, les urines, le lait maternel, les tissus adipeux et autres organes.



La France, numéro 1 des pesticides

La France était en 2002 le plus gros exportateur mondial de pesticides, (juste devant l'Allemagne et les États-Unis), et le troisième consommateur mondial (avec plus de 100 000 tonnes en 1999). 40 % des pesticides consommés sont utilisés pour la vigne, 10 % sont répartis vers des utilisations autres qu'agricoles (jardinage, espaces verts, voiries, etc.). Premier producteur agricole européen (plus de 20% de la production), la France est notamment le premier producteur de maïs, qui consomme plus de 40 % de la production totale européenne d'herbicides. Rapportée à la consommation par hectare, la France est cependant dans une position moyenne (environ 4,5 kg de pesticides par hectare contre 17,5 pour les Pays-Bas). Elle dispose en effet de la plus grande surface agricole utilisée (plus de 20% de la surface agricole européenne). Paradoxalement, les villes sont les endroits où l'on utilise le plus de désherbants par hectare d'espaces traités. Les golfs et équipements touristiques sont notamment de gros consommateurs d'herbicides (une surface enherbée d'un sol consomme cinq fois plus de pesticides que la même surface cultivée).

Source : FAO, Sénat

Des mécanismes de protection

Les pays du Nord ont toujours redouté l'impact des importations sur leur agriculture. Ils ont développé toute une gamme de mécanismes de protection. Citons par exemple :

– *Les mécanismes d'intervention*

La Politique Agricole Commune est un exemple significatif : tout produit importé à l'intérieur de l'Union européenne subit un prélèvement variable, sorte de "taxe" qui correspond à la différence entre son prix d'entrée et le niveau des prix européens. Inversement, pour vendre et compenser la différence entre le prix mondial et le prix européen, il est versé une subvention à l'exportation, appelée restitution. Parallèlement, les pouvoirs publics interviennent pour l'achat et le stockage quand le prix européen se situe en-dessous d'un prix dit « d'intervention », afin de provoquer une remontée des cours. Les stocks sont écoulés quand les prix remontent au-dessus d'un prix dit « d'orientation ». Les produits périssables, dont le stockage est impossible, sont détruits.

– *La substitution de produits ou l'utilisation des biotechnologies*

Certaines denrées, dont les pays du Sud étaient les seuls producteurs, sont maintenant fabriquées industriellement par des biotechnologies ou remplacées par des produits de substitution. Ainsi, en mai 2000, l'Union européenne a voté une directive modifiant la définition de la composition du chocolat pour permettre à diverses huiles végétales de remplacer partiellement le beurre de cacao. Citons également la vanille, dont les exportateurs étaient Madagascar et l'Indonésie. Elle est actuellement produite artificiellement à partie d'essence de pin. Les coûts de production seraient 40 fois inférieurs aux coûts des cultures traditionnelles.

– *Des droits de douane élevés ou progressifs*

La protection aux frontières dont bénéficie l'agriculture dans huit des dix pays de l'OCDE était plus forte en 1996 qu'en 1993. Les droits de douane demeurent de l'ordre de 35% pour les produits agricoles (contre environ 4% pour les produits industriels). De plus, ils augmentent généralement à mesure du niveau de transformation des produits. Par exemple, les États-Unis taxent l'importation de la tomate chilienne à 2,2% pour le fruit brut, mais à 8,7% pour la tomate séchée ou mise en boîte et à 11,6% pour la sauce tomate. Cela permet de contribuer à cantonner les pays du Sud dans l'exportation de produits primaires.

De moins en moins de paysans

En France, on recensait 7 millions de paysans après la seconde guerre mondiale. On en compte aujourd'hui moins de 700 000, représentant à peine 4% de la population active. Cet exode rural a touché tous les paysans du Nord. Actuellement, ils ne représentent qu'environ 1% des 1,3 milliards agriculteurs du monde.

	Population agricole active* (en millions)	% / population active du pays	% / population agricole active mondiale
Union européenne	7,6	4,5 %	0,5 %
dont France	0,7	3,5 %	< 0,1 %
États-Unis	3	2 %	0,2 %
Asie	1 040	56 %	80 %
dont Chine	511	67 %	40 %
Afrique	197	57 %	15 %
Russie et pays de l'Est	29	15 %	2 %
Amérique du Sud	27	18 %	2 %

** Personnes travaillant dans l'agriculture, la chasse, les forêts ou la pêche. Source : statistiques FAO, 2001*

Parallèlement, la taille des exploitations augmente. 60% des exploitations françaises de moins de 20 hectares ont disparu entre 1967 et 1997, tandis que le nombre de celles de plus de 50 hectares a quasiment doublé.

La concentration économique accompagne ce processus. En 1997, 10% des exploitations européennes réalisaient plus de 65% des revenus agricoles, les 50% plus petites n'en réalisant que 5%.*

* Rapport d'Orientation 2002 de la Confédération Paysanne.

Où sont les pesticides ?

Les pesticides sont partout. Ils se dispersent dans l'environnement, voyagent sur de longues distances par les courants atmosphériques et marins, entrent sous forme de résidus dans notre alimentation, s'accumulent dans les graisses, se concentrent le long des chaînes alimentaires.* Il est cependant difficile de mesurer précisément le niveau de contamination de l'environnement. La pollution est hétérogène, les analyses sont onéreuses et les recherches relativement rares. Néanmoins, voici un certain nombre de données permettant de mesurer l'ampleur de la présence des pesticides…

… dans notre eau

En 1997, la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales françaises mettait en évidence la présence de résidus de pesticides dans un tiers des prélèvements d'eau de consommation française (217 pesticides étaient recherchés). Le Département américain de l'agriculture estime pour sa part que 50 millions d'américains consomment une eau potentiellement contaminée par les résidus de l'agriculture. Les nappes phréatiques sont également touchées. Pour la période 1995-1998, selon l'Institut Français de l'Environnement, le pesticide atrazine est présent dans plus de 50% des cas où il a été recherché dans les eaux souterraines. Les eaux embouteillées ne sont pas forcément épargnées. Une enquête du magazine *Que Choisir ?* a en effet mis en évidence la présence d'atrazine dans certaines eaux de source et minérales.**

Lors de la pulvérisation, 25 à 75% des quantités de pesticides appliquées sur les cultures s'évaporent et se retrouvent ensuite dans les eaux de pluie. Un exemple : entre 1995 et 1996, l'Institut National de Recherche Agronomique de Rennes a installé des stations de mesure de pesticides dans les précipitations. Presque tous les échantillons en contenaient. En 1998, une étude similaire menée aux Pays-Bas mettait en évidence la présence de pesticides dans l'eau de pluie, dont certains interdits depuis des décennies comme l'heptachlore. Au final, les pesticides diffusés dans les champs peuvent faire le tour de la terre, comme en témoigne l'intoxication grave des Indiens Inuits du Canada. Les poissons et les phoques dont ils se nourrissent sont contaminés par les pesticides provenant des rivières, de la mer et des pluies.



* Exemple : le pesticide DDD est présent à 0,014 ppm – parties par millions- dans le lac « Clear » de Californie, à 5 ppm dans le phytoplancton, à 100 ppm dans les poissons, à 2500 ppm dans la grèbe.

** http://www.quechoisir.org/

III Pollution : le cas des pesticides

Pollution des eaux (engrais et pesticides), appauvrissement des sols (diminution de l'humus, érosion)*, destruction de la biodiversité (disparition des zones humides et des bocages)... En 40 ans, l'agriculture intensive s'est développée au prix d'une importante dégradation des ressources naturelles. Nous avons choisi d'approfondir ici la pollution par les pesticides.

Que sont les pesticides ?

Dérivés des armes chimiques mises au point pendant la première et la seconde guerre mondiale, les pesticides sont des produits toxiques conçus pour tuer les organismes vivants. Les trois grandes familles des pesticides les plus utilisés sont les *insecticides*, les *herbicides* et les *fongicides*. Les principes actifs de certains pesticides ont une durée de vie de plus d'une dizaine d'années. Cela signifie que, bien après leur éventuelle interdiction, ils sont toujours présents dans l'environnement.

Le commerce des pesticides est une activité industrielle florissante. En 2000, les ventes mondiales atteignaient environ 28 milliards de dollars. Il s'agit d'un marché de plus en plus ouvert aux pays du Sud.

Ventes mondiales de pesticides en 2000



Source : UIPP

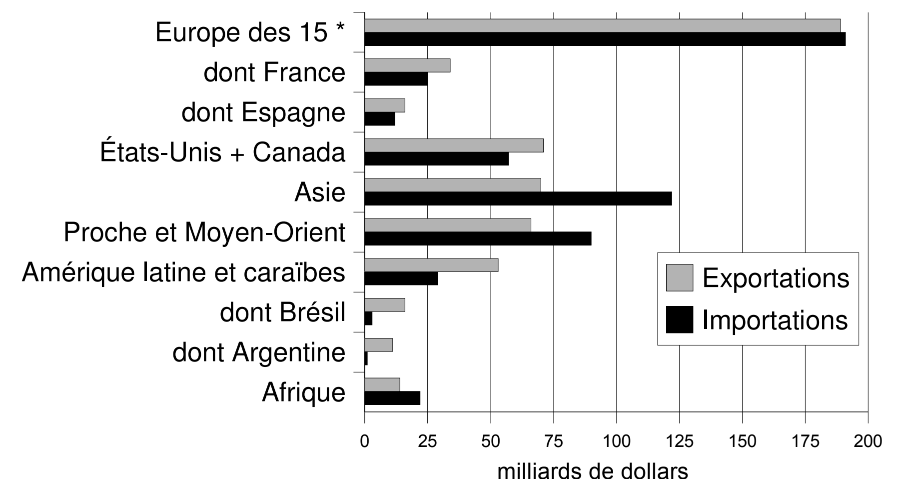
* Selon la F.A.O., environ 10% des terres émergées de la planète sont propices à l'agriculture. Or plus de 50% des terres cultivables seraient dégradées, c'est-à-dire appauvries du point de vue de leur richesse biologique, de leur capacité à filtrer l'eau, parfois atteintes dans leur structure (porosité, formation d''agrégats...) ou emportées par l'érosion. En France, le taux de matière organique dans le sol serait passé d'une moyenne de 4 à 2 % en l'espace de 20 ans. Dans le bassin parisien, ce taux frôle le zéro : cela signifie que la production ne résulte que de l'apport continu d'engrais. Pour plus de détails, lire l'article de Claude Bourguignon, microbiologiste des sols, sur le site du collectif *pièces et main d'oeuvre* (http://www.piecesetmaindoeuvre.com).

Les champions des exportations

Dès les années 70, le modèle productiviste dépasse ses objectifs d'autosuffisance alimentaire. Les stocks de surproduction se comptent en millions de tonnes, les débouchés intérieurs sont saturés*. Les pays du Nord se tournent alors vers le marché mondial. Forts de leurs excédents subventionnés, ils vont rapidement devenir les champions des exportations agricoles.

Actuellement, 70% des échanges agricoles mondiaux sont réalisés par les pays du Nord. Certains pays sont fortement bénéficiaires comme les États-Unis, le Canada, la France, l'Espagne, ainsi que certains pays dits "en développement" comme le Brésil et l'Argentine. Les 15 plus grands exportateurs représentent à eux seuls 65% du commerce total de produits agricoles.

Commerce de produits agricoles en 2002



** 70% de ces échanges agricoles sont réalisés au sein de l'Europe.*

Source : statistiques FAO

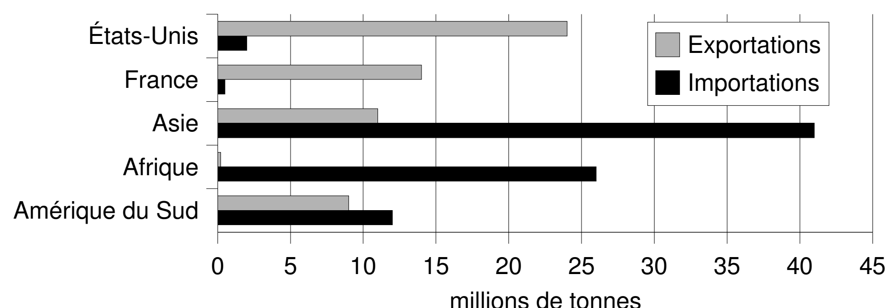
* Cette situation de surproduction oriente la gestion des stocks alimentaires vers le gaspillage. Par exemple, sur 1000 salades qui arrivent en grande surface, 500 sont refusées parce qu'elles ne correspondent pas au standard requis, 150 sont retirées un peu plus tard des rayons (abîmées ou invendues). L'agriculture intensive s'accompagne d'un gaspillage intensif.

L'agriculture française occupe une place centrale. En 2001, elle était le second exportateur mondial de produits agricoles et alimentaires, juste derrière les États-Unis. En 2002, son excédent commercial avoisinait les 9 milliards d'euros, presque autant que son secteur automobile et aéronautique - respectivement 11 et 12 milliards d'euros la même année. C'est dire l'enjeu économique que représente l'agriculture française.

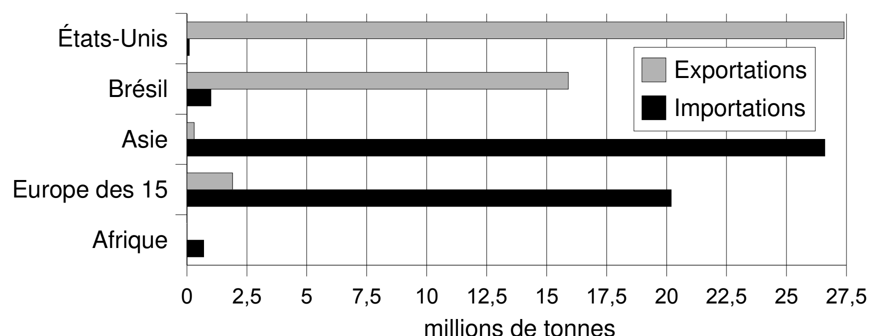
En comparaison, l'Asie, l'Afrique et le Moyen-Orient sont fortement déficitaires dans leurs échanges agricoles. Notons que si l'Amérique latine présente une balance commerciale fortement positive, elle le doit surtout au Brésil et à l'Argentine.

Certains pays du Nord sont leaders sur le commerce de produits dits "de base" : céréales, laits, viande, etc. Le blé, le maïs et le soja sont par exemple les fers de lance de l'agriculture américaine.

Commerce du blé en 2002



Commerce du soja en 2002



Interlude : qui cueille les fruits des pays du Nord ?

Pour la récolte des fruits et légumes, l'agriculture intensive des pays du Nord s'accompagne d'un recours massif à une main d'œuvre issue de l'immigration clandestine. Les exploitants agricoles sont à la recherche d'une rentabilité maximale par la diminution des coûts de récolte. Or les fruits et légumes sont fragiles et demandent une manipulation délicate, difficilement mécanisable. Pour les choisir à la maturité voulue, rien ne remplace un cueilleur manuel. Enfin, comme les périodes et les volumes des récoltes sont aléatoires, l'agriculture intensive a besoin d'une grande quantité de mains pendant de brèves périodes, mobilisables rapidement.

Malléable, disponible et sous-payée, la main d'œuvre immigrée clandestine est idéale. Son utilisation est donc massive. Selon l'Observatoire Permanent de l'Immigration en Espagne, sur 9 000 travailleurs agricoles officiellement inscrits en Andalousie, on estime à 35 000 le nombre de clandestins. En France, plus de la moitié des travailleurs agricoles saisonniers seraient en situation irrégulière. Absence de protection sociale, salaires dérisoires, non-application du droit de travail voire des droits humains les plus élémentaires, ségrégation (cf. émeutes sanglantes anti-marocaines de El Ejido en Andalousie, en février 2000)…. Cette face cachée de l'agriculture intensive est présente dans la plupart des pays européens. Notons que des dynamiques comparables sont présentes dans le secteur du BTP, de la restauration, de la confection ou encore des réseaux de prostitution.

Pourquoi l'agriculture intensive ne fait-elle pas appel à une main d'œuvre locale ? L'ANPE reçoit peu de demandes pour le travail de récolte saisonnière. Exposition aux produits phytosanitaires souvent dangereux, rémunération faible, travail physiquement difficile : seuls des étudiants, chômeurs ou gitans optent occasionnellement pour ce type de travail, le plus souvent « au black ».

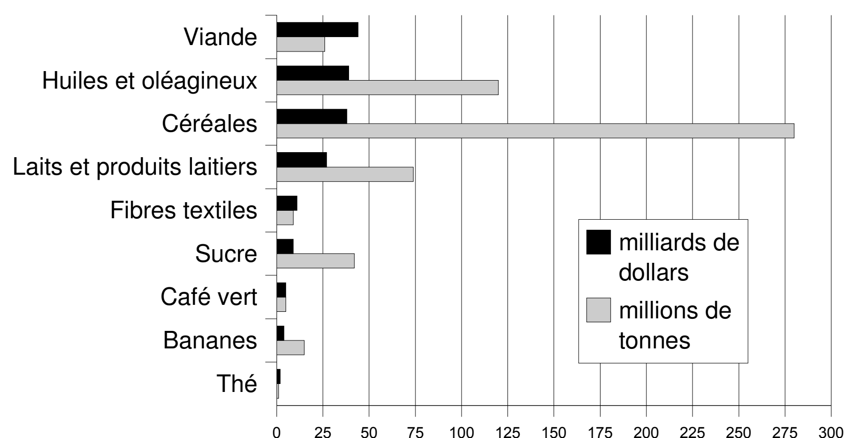
Cueillis encore verts et mûrissant pendant leur stockage, bourrés de pesticides, gorgés d'eau et transportés sur des milliers de kilomètres, les fruits et légumes issus de l'agriculture intensive ont également un goût social bien amer.

Sources : Le goût amer de nos fruits et légumes, l'exploitation des migrants dans l'agriculture intensive en Europe, *Forum Civique Européen, numéro hors série mars 2002. Lire également les articles du mensuel* CQFD *(http://www.cqfd.org).*

Les échanges agricoles

Depuis 40 ans, le commerce mondial des matières premières agricoles augmente plus vite que la production agricole. Cependant, la part des échanges agricoles dans le commerce mondial diminue. Dans les années 60, elle représentait 25% du commerce mondial (en valeur). En 2001, ce chiffre est tombé à 9%, soit autant que le commerce de l'industrie automobile. En revanche, les échanges de produits manufacturés progressent sans cesse. Ils représentent désormais 75% des échanges mondiaux (4500 milliards de dollars environ).

Principales exportations mondiales en 2002 (estimations)



N.B : ce graphique ne prend pas en compte le total des fruits et légumes.

Ce graphique met en valeur l'importance économique du commerce de la viande. Les produits d'exportations "exotiques" des pays du Sud (bananes, thé, café...), bien que lucratifs, sont d'un volume nettement plus modeste.

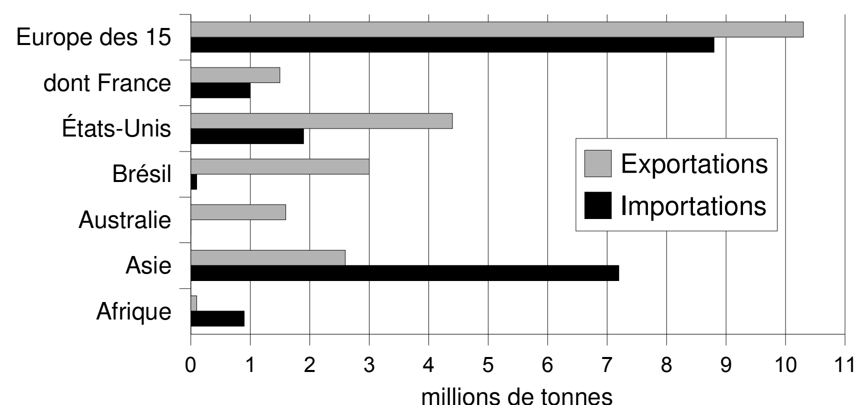
Notons que ces chiffres sont très faibles comparés aux ventes pour les consommateurs. A titre d'exemple, les ventes au détail de produits alimentaires aux États-Unis étaient estimées à 440 milliards de dollars en 1999.

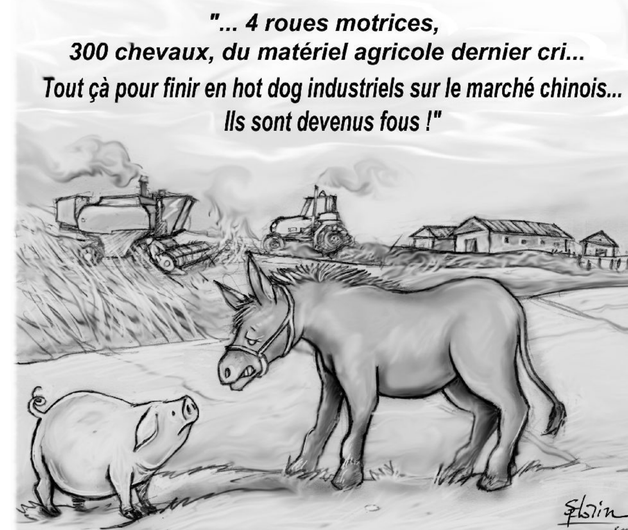
Source : statistiques FAO

Aux États-Unis, le commerce du soja a rapporté 5,6 milliards de dollars en 2002, celui du blé 3,4 milliards, celui du maïs 5 milliards, soit un total de 14 milliards de dollars. A titre de comparaison, pour tout le continent africain et l'Amérique du Sud, le solde commercial du commerce des fruits et légumes, café, thé, cacao, tabac réunis représentait la même année environ 15 milliards de dollars.

Enfin, l'élevage intensif constitue un pivot des exportations des pays du Nord.

Commerce de la viande en 2002







La viande, une impasse écologique

La consommation de viande dans les pays occidentaux a prodigieusement augmenté en un siècle. Selon le rapport 1999 du PNUD (Programmes des Nations Unies pour le Développement), chaque français mange en moyenne 210 grammes de viande par jour, un américain 330 grammes. Par comparaison, un nigérien en consomme 30 grammes par jour, 20 grammes en Inde, 10 grammes au Bangladesh.

Pour produire à bas prix de telles quantités de viande, l'élevage intensif s'est généralisé. Hormones de croissances, antibiotiques, farines animales, tous les moyens sont bons pour augmenter les rendements et minimiser les coûts, avec les conséquences que nous connaissons : poulet à la dioxine, maladie de la « vache folle », grippe aviaire, etc. Si l'on ajoute à cela la pollution des eaux et surtout les souffrances supplémentaires infligées aux animaux*, le tableau n'est guère reluisant.

De plus, la généralisation du modèle d'alimentation carnée occidental est impossible à l'échelle planétaire. Si chaque humain consommait autant de viande qu'un Européen, il faudrait quintupler l'ensemble de la production céréalière mondiale, simplement pour nourrir le bétail. En effet, selon la FAO, entre 30 et 50 % des céréales produites dans le monde sont utilisées pour nourrir le bétail destiné à la production de viande (90 % dans le cas du soja). On estime à environ 20 milliards le cheptel des animaux d'élevage. Ce secteur est le plus gros utilisateur de terres agricoles, directement sous forme de pâturages et indirectement pour la production de cultures fourragères et autres aliments du bétail. En 1999, les pâturages permanents représentaient plus de deux fois la superficie des cultures arables et permanentes.

Inversement, si toutes les céréales produites pour le bétail au détriment de cultures vivrières étaient réparties de manière égale entre tous les habitants, la population aurait bien plus que ses besoins en protéines. Il faut entre 5 et 20 kg de protéines végétales pour produire 1 kg de protéines animales. Pour produire 1 kg de viande, il faut la même surface de terre que pour cultiver 200 kg de tomates ou 160 kg de pommes de terre, dans le même laps de temps. Notons enfin la consommation accrue en eau : il faut 10 000 à 25 000 litres d'eau pour produire 1 kg de viande, contre 250 à 1 200 litres pour produire 1 kg de céréales.

* Sur la souffrance animale, lire *Les cahiers antispécistes* (http://www.cahiers-antispecistes.org)

La libéralisation des marchés agricoles

Depuis les années 80, l'agriculture des pays du Sud a été progressivement libéralisée, en grande partie sous la pression du Fonds Monétaire International : retrait de l'État, diminution des droits de douanes, suppression de certains quotas, etc.*

Depuis 1995, ce processus s'amplifie sous l'impulsion de l'Organisation Mondiale du Commerce. Aux agriculteurs des pays du Nord, on fait miroiter la perspective de fabuleux marchés alimentaires à conquérir dans les pays du Sud. Aux pays du Sud, on promet un accès plus facile aux marchés du Nord. Enfin, aux consommateurs de tous les pays, on promet la baisse des prix. Mais comme le souligne le chercheur Jacques Berthelot, *« ne sont en fait comptabilisés que les effets directement marchands des échanges. Tous les effets externes sont passés à la trappe : effets sur l'emploi, aménagement du territoire, environnement, qualité des produits, sécurité alimentaire, etc. »***

> « Les marchés agricoles restent hautement protégés et leur libéralisation génèrerait une forte amélioration du bien-être global, duquel les économies émergentes et en transition tireront, dans l'ensemble, avantage. »
>
> site internet de l'OCDE

Parmi les mesures dictées par l'OMC, notons la diminution des subventions directes (taxes, douanes, restitutions à l'exportation).*** Néanmoins, l'OMC autorise les aides dites *découplées* (aides générales de l'État, assurance-revenu, mesures agri-environnementales, etc.). Cette distinction est de taille puisque seuls les pays du Nord ont le potentiel économique pour *découpler* leurs aides. Ces derniers ont d'ailleurs entamé ce processus de transformation de leurs aides directes en aides découplées. Les États-Unis ont par exemple voté en 2002 une loi accroissant de près de 80% ces dernières.

Autre mesure dictée par l'OMC : tous les pays doivent ouvrir leur marché intérieur agricole aux importations, et ce sans droits de douane****. Par exemple, la Corée du Sud, autosuffisante en riz, doit désormais en importer. Combien de paysans du Sud vont disparaître du fait de la concurrence accrue avec les paysans du Nord, mieux équipés, plus productifs, subventionnés ? Contrairement à ce qu'affirment les institutions internationales, la libéralisation accroît l'appauvrissement et la dépendance des pays du Sud.

* cf. brochure *Pourquoi la dette des pays du Sud,* les renseignements généreux.

** *L'agriculture, talon d'achille de la mondialisation* (voir bibliographie).

*** Les pays dits « développés » doivent les réduire de 36%, les pays dits « en développement » de 24%. Enfin, les pays dits « les moins avancés » ne sont pas contraints à prendre ces engagements.

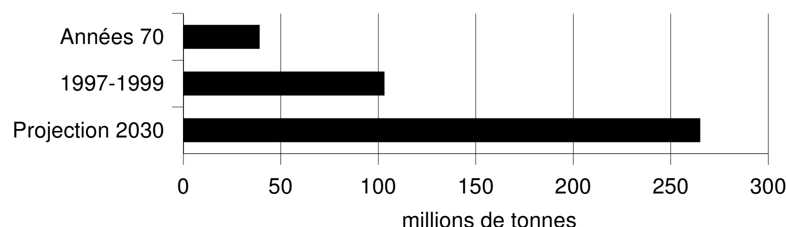
**** à hauteur de 4% de la consommation intérieure pour les pays du Sud, 5% pour les pays du Nord.

La dépendance alimentaire

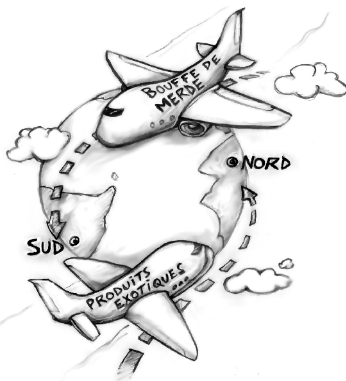
Les pays du Sud sont encouragés à exporter toujours davantage de matières premières à destination des pays du Nord. Ils se trouvent aujourd'hui dans une situation critique : les cultures vivrières sont insuffisantes. C'est pourquoi les pays du Sud importent de plus en plus de céréales des pays du Nord, se plaçant ainsi en situation de dépendance. Selon la FAO, *« les pays en développement vont devenir de plus en plus dépendants des importations de céréales. […] Cependant, les pays les plus pauvres et qui souffrent de la plus grande insécurité alimentaire auront aussi tendance à être le moins en mesure d'importer des céréales. »*[*]

Cette prévision de la FAO est à rapprocher des chiffres de la faim dans le monde. Sur notre planète, entre 1997 et 1999, 800 millions d' humains ont souffert de la faim tous les jours, près de deux milliards étaient atteints de carences alimentaires. En Asie, 35% de la population était considérée comme sous-alimentée, 34% en Afrique subsaharienne, 11% en Amérique latine et Caraïbes.

Importations de céréales des pays dits « en développement »



Parallèlement, l'aide alimentaire occidentale (très utilisée par les États-Unis) peut être considérée comme un soutien à l'exportation. En effet, les excédents de production sont achetés par l'administration et sont ensuite bradés ou donnés, ce qui permet d'écouler les stocks, de conquérir de nouveaux marchés et d'exercer une concurrence déloyale sur les productions locales. De fait, force est de constater que plus le prix mondial des céréales est bas, plus l'aide alimentaire délivrée par les États-Unis est forte. Ceci n'arrange évidemment pas l'insécurité alimentaire des pays du Sud.



* FAO, *rapport sur l'agriculture mondiale à l'horizon 2015-2030 (http://www.fao.org).*

La puissance des multinationales

Depuis les années 80, des multinationales de l'agro-alimentaire (transformation et distribution de produits alimentaires) dominent peu à peu l'ensemble du marché mondial des produits agricoles.

… multinationales	*contrôlent … du marché mondial*	*du ou des …*
4	85 %	semences
6	85 %	blé, maïs, soja
6	85 %	café
3	85 %	thé
3	80 %	cacao
3	80 %	banane

Source : Fédération Internationale des Producteurs Agricoles, 2002

Ces multinationales jouent un rôle central dans les économies des pays du Nord. Aux États-Unis, elles emploient environ 25 % des travailleurs américains (contre 2,7 % pour l'agriculture). Leurs chiffres d'affaires sont très importants. Selon AGRODATA, les ventes de *Nestlé* s'élevaient à 48 milliards de dollars en 1997, 59 milliards pour *Philipp Morris*, 29 milliards pour *Carrefour* (second distributeur de produits alimentaires dans le monde). A elles seules, les firmes nord-américaines contrôlent 50 % du chiffre d'affaires mondial de produits agricoles. Le groupe *Continental/Cargill* assure plus de 40 % des exportations américaines de maïs, 30 % de celles de soja et 20 % de celles de blé. En France, 5 firmes contrôlent près de 95 % des ventes de produits alimentaires.

Les multinationales s'efforcent de contrôler toute la chaîne alimentaire, de la production à la vente. Aux États-Unis, le tiers des produits agricoles est produit par des agriculteurs sous contrat avec des complexes agro-industriels. L'agriculteur devient en quelque sorte un ''employé''. Par exemple, 70 % des volailles et des œufs américains sont vendus dans le cadre de contrats de production, où les conditions de production sont dictées par l'acheteur industriel.

Les multinationales jouent également un rôle de lobbying au sein des institutions internationales, où elles militent généralement pour la libéralisation du commerce dans les pays du Sud (cf. page 19). Par exemple, le représentant des États-Unis chargé au départ de la négociation de l'Uruguay Round (premier cycle « agricole » de l'Organisation Mondiale du Commerce) était l'ancien vice-président de *CARGILL*, leader céréalier.

> Le lobbying est vraiment l'effort numéro 1 interne auquel nous avons décidé d'allouer beaucoup de ressources.
>
> Alain Labergère
> président de la Confédération des industries agro-alimentaires de l'Union Européenne, janvier 2000

La puissance des multinationales leur permet d'exercer un contrôle des prix, à leur avantage. Lorsque les prix agricoles baissent, les firmes ne les répercutent généralement pas sur les consommateurs mais en profitent pour augmenter leurs marges. Ainsi, alors que le prix mondial du café a baissé de 18 % de 1975 à 1993, le prix a augmenté de 240 % pour les consommateurs américains. De 1990 à 1998, l'indice des prix agricoles à la production a baissé en France de 11 %, tandis que l'indice des prix alimentaires à la consommation a augmenté de plus de 10 %. De 1990 à 1996, la baisse de 17 % du prix de la viande bovine à la production s'est accompagnée d'une hausse de 8 % du prix à la consommation.

Au final, les prix augmentent pour les consommateurs et les revenus diminuent pour les paysans. Depuis 1950, la part revenant aux agriculteurs dans le prix payé par le consommateur n'a cessé de baisser. Pour toute la consommation alimentaire, elle est passée de 40 % en 1952 à 21 % en 1997.

Les multinationales des OGM*

Les cultures transgéniques commerciales se développent de plus en plus. Elles représentaient 67 millions d'hectares en 2003**. Les États-Unis et l'Argentine arrivent de loin en tête. D'autres pays adoptent ou effectuent des essais de cultures transgéniques : France, Espagne, Mexique, Bulgarie, Ukraine, Chine, Roumanie, Russie, Afrique du Sud, Australie, Brésil. Les cultures transgéniques concernent en premier lieu le soja et le maïs, fers de lance de l'agriculture américaine.

Répartition en 2000



source : infogm (http://www.infogm.org)

* Il faut plutôt parler d'organismes transgéniques, c'est-à-dire issu du mélange de gènes d'espèces différentes. Car tous les animaux et presque toutes les plantes sont *génétiquement modifiés* : ils sont le résultat original d'un brassage de dizaines de milliers de gènes avec quelques mutations...

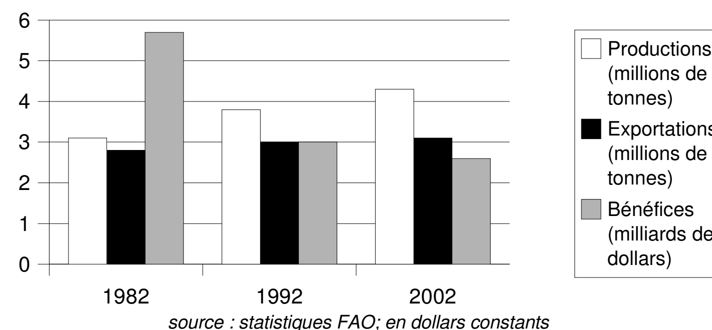
** soit, à titre de comparaison, le triple des surfaces sous certification "agriculture biologique".

Davantage d'exportations, moins de devises

l'exemple du café

Les pays industrialisés représentent les deux tiers de la consommation mondiale de café, soit 4,5 kg/habitant/an environ. La consommation par habitant y est restée pratiquement constante pendant deux décennies. En revanche, la production de café dans les pays du Sud a augmenté (+ 25 % entre 1990 et 2000) et les prix à l'exportation ont baissé. Pour les pays du Sud, cela signifie davantage d'exportations pour de moins en moins de devises. Dans les années 70, les pays producteurs de café percevaient environ 20 % des revenus totaux du café consommé sur la planète. Cette part était tombée à 13 % au début des années 90. Du prix moyen de la tasse de café bue sur un comptoir, l'agriculteur du début de la chaîne de production ne perçoit vraisemblablement que moins de 1 %. Pourtant, le prix du café à la consommation n'a cessé de grimper : les ventes de café à la consommation sont passées en dix ans de 30 à 60 milliards de dollars. Dans le même temps, la part reçue par les pays producteurs de café est tombée de 10 à 6 milliards de dollars.

Le commerce du café vert de l'Amérique du Sud et de l'Afrique réunis :



source : statistiques FAO; en dollars constants

source : *Café commerce*, Geneviève de Boeck, éd OXFAM, 2002

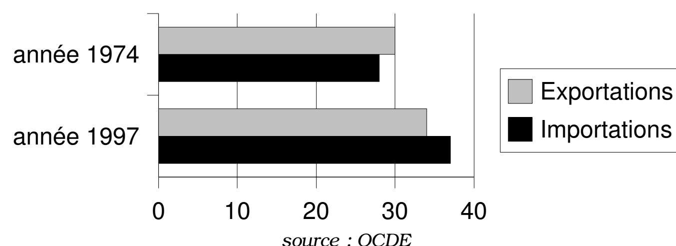
Comment maintenir les revenus lorsque les prix du marché mondial s'effondrent ? Première possibilité : accroître le volume de la production. C'est précisément ce qu'ont fait de nombreux exportateurs de matières premières. Bien entendu, il s'agit d'un cercle vicieux : les producteurs du Sud exportent davantage, ce qui fait chuter les cours, puis ils cherchent à augmenter encore le volume de leurs exportations, ce qui produit les mêmes résultats. Un exemple : entre 1996 et 2000, le Ghana a accru sa production de cacao de 320 000 à 450 000 tonnes. Mais, dans le même temps, les prix ont chuté de 40%. Par conséquent, la valeur de la production à l'exportation a baissé d'un tiers en termes de devises étrangères.

Parallèlement, les produits manufacturés exportés par les pays du Nord sont de plus en plus chers. Entre 1980 et 1998, les prix internationaux des produits manufacturés ont augmenté de 40%, alors que ceux des produits agricoles ont globalement diminué d'environ 35%.

Au final, les pays du Sud sont face à une crise économique : d'un côté, ils sont de plus en plus nombreux à exporter toujours davantage dans des conditions de moins en moins avantageuses ; de l'autre, les produits manufacturés qu'ils importent sont de plus en plus chers. Entre 1974 et 1997, la part des pays du Sud dans les exportations agricoles et alimentaires mondiales est passée de 30 à 34%. Mais dans le même temps, leur part dans les importations mondiales a augmenté de 28 à 37%. Cela signifie que, globalement, le commerce agricole des pays du Sud est déficitaire.

Commerce agricole des pays du Sud

en pourcentage du commerce agricole mondial



source : OCDE

Notons enfin que la plupart des matières premières sont exportées *non transformées* par les pays du Sud. Cela signifie que la valeur ajoutée par la transformation demeure dans les pays industrialisés. Les pays du Sud produisent par exemple plus de 90 % des graines de cacao, moins de 50 % du beurre de cacao, un tiers de la poudre de cacao et seulement 4% du chocolat. L'Allemagne moud plus de cacao que le plus gros producteur du monde, la Côte d'Ivoire. En 2000, les ventes à l'exportation des pays producteurs de cacao s'élevaient à 2 milliards de dollars, alors que les ventes de chocolat dans les pays industrialisés représentaient plus de 60 milliards de dollars.

Les multinationales des OGM (suite)

Le commerce des cultures transgéniques est concentré et lucratif. En 1998, 3 multinationales contrôlaient la quasi intégralité du marché américain des semences transgéniques : Monsanto (88%), Aventis (8%) et Novartis (4%). Le chiffre d'affaire mondial des plantes transgéniques augmente chaque année. Il s'élevait en 1999 à 2,2 milliards de dollars.

UNITED COLORS OF POGNON.

Le caractère génétique introduit dans les cultures transgéniques concerne essentiellement la tolérance aux herbicides (74 % des cultures en 2000). But recherché : commercialiser des plantes avec un herbicide lié, produit de préférence par la même firme. On est bien loin des voeux pieux des Nations Unies qui préconisent le développement des OGM pour *« améliorer le sort des populations du Tiers Monde »,* sans préciser que la faim dans le monde n'est pas une affaire de technologie mais de politique. Les multinationales contrôlant la commercialisation d'OGM ne sont évidemment pas philantropiques. Elles se tournent vers des secteurs promettant des profits, ce qui correspond évidemment mieux à leurs intérêts que la sécurité alimentaire mondiale. Que l'on songe également à la tentative de commercialiser des semences stériles (cf. *Terminator*).

Les OGM se dispersent dans l'environnement et se retrouvent de plus en plus dans les aliments. Ainsi, en janvier 2002, le magazine *60 millions de consommateurs* dévoilait une étude indiquant des traces d'OGM dans 36 des 103 denrées alimentaires analysées contenant du soja et du maïs, à des doses inférieures à moins de 1 % (pourcentage au-delà duquel le fabricant doit mentionner la présence d'OGM sur l'étiquette du produit).

Enfin, le débat sur les OGM soulève celui de la brevetabilité du vivant. Depuis la fin des années 70 (depuis 1998 en Europe), tout organisme modifié ne fût-ce que d'un seul gène, peut être breveté. L'intérêt commercial est essentiel. Le brevet une fois déposé, personne ne peut l'exploiter sans autorisation. Étant donné que les moyens de recherche des pays du Sud, qui possèdent 80 % de la biodiversité mondiale, sont sans commune mesure avec ceux des pays du Nord, il est aisé de comprendre à qui profite ce système de brevetabilité. Chaque brevet restreint le libre accès à un patrimoine génétique appartenant à l'ensemble de l'humanité.

Source : infogm (htttp://www.infogm.org)

II Conséquences sur les pays du Sud

Nous avons présenté les caractéristiques générales de l'agriculture intensive des pays du Nord. Examinons à présent comment cette agriculture se développe au détriment des pays du Sud.

Le dumping

Fortement subventionnés, les produits agricoles occidentaux sont exportés à des prix imbattables. Quelques exemples* :

– *Viande de poulet* : en 2000, la viande de poulet en provenance de l'Union européenne était vendue à 1100 FCFA/kg environ sur le marché de Dakar. La viande de poulet locale, elle, était vendue à 1535 FCFA/kg. Depuis 1999, les importations de poulet congelé ont été multipliées par dix, entraînant la faillite de plus de la moitié des élevages locaux.
– *Viande bovine* : en 1991, la viande bovine en provenance de l'Union européenne arrivait à 4,5 F/kg en Côte d'Ivoire (après avoir reçu une subvention de 13 F/kg), pour être revendue au détail à 10 F/kg, contre 19 F/kg pour la viande locale. Ce type d'exportation aurait fait chuter les exportations traditionnelles du Niger, du Mali et du Burkina Faso de 430 000 têtes de bétail en 1980 à 250 000 en 1988.
– *Blé* : en Afrique noire, l'importation croissante de blé fortement subventionné y a rendu non rentable la fabrication de substituts au pain et gâteaux, techniquement possible avec 50 % des produits locaux.
– *Lait* : le lait subventionné exporté a réduit la production de produits laitiers de près de moitié en Afrique, Asie du Sud-Est et autres régions du Sud.

Nous pourrions multiplier les exemples. Pour la Commission européenne, cette situation est malgré tout positive : les exportations de produits européens à bas prix permettent aux consommateurs des pays du Sud de bénéficier de prix avantageux. Mais quand, du même coup, les paysans du Sud disparaissent, n'est-ce pas un cercle vicieux ? Le dumping prive inexorablement les pays du Sud de leur indépendance alimentaire. Résultat : des millions de petits producteurs vivent dans une précarité de plus en plus forte. Bien souvent, ils fuient les campagnes pour s'entasser dans des bidonvilles périurbains.

* En partie extraits de *L'agriculture, talon d'achille de la mondialisation*, cf. bibliographie.

L'endettement

Les pays du Sud sont fortement dépendants des exportations de produits agricoles dits "exotiques". Ces exportations constituent souvent leur principale source de devises. Ainsi, en 2000, le coton représentait plus de 80 % des revenus d'exportation du Bénin, près de 40 % au Burkina Faso. La même année, le café représentait plus de la moitié des revenus d'exportation de l'Ouganda, près du quart au Nicaragua.

Part de l'agriculture dans le total des exportations en 1995-97	
Soudan	94 %
Tchad	68 %
Guatemala	62 %
Mali	59 %
Cuba	56 %
Côte d'Ivoire	55 %
Argentine	45 %
Bolivie	30 %
Vietnam	23 %

Source: Banque mondiale, FAO, CADTM

A partir des années 70, les pays du Sud ont intensifié leurs exportations, encouragés -ou forcés- en ce sens par les puissances occidentales. Le Fonds Monétaire International exige notamment que les pays du Sud développent leurs exportations afin de générer davantage de devises pour rembourser leurs dettes.* Au final, la production des principales matières premières agricoles a augmenté d'un tiers depuis le début des années 80. Mais, comparativement, la demande mondiale a peu augmenté. Cette situation de surproduction a entraîné une baisse des prix.

Produit	***1980***	***1990***	***2000***	***Unité***
Café	481,4	197,2	190,9	Cents/kg
Thé	230,5	205,8	186,4	Cents/kg
Huile de palme	810,7	289,9	308,2	$/tonne
Riz Thaï	570,5	270,9	201,2	$/tonne
Sucre	87,7	27,7	17,9	Cents/kg
Coton	286,4	181,9	129,5	Cents/kg

Prix en dollars constant de 1990, *Source : Banque Mondiale, Global Development Finance 2001*

* Plus de détails dans la brochure *Pourquoi la dette des pays du Sud*, Les renseignements généreux.